

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Édition Quotidienne. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.

Le Numéro



Cinq sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Édition Hebdomadaire. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.

# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO, ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1877

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 6 JUIN 1912

85ème Année

## LA GUERRE FATALE.

### DANS LE CAMP ANTI-GERMANIQUE.

«La paix de l'Europe ne nous tient au cœur que de façon secondaire : la nécessité première c'est la conquête du domaine et de la suprématie qui nous sont dus.» Telle est la déclaration de la Prusse. A cette politique ambitieuse, à cette menace d'hégémonie tyrannique, l'Europe a répondu comme il y a un siècle pour abattre l'hégémonie napoléonienne. Elle a répondu par la coalition des intérêts menacés. La Triple Entente est née du sentiment de cette nécessité. L'esprit clairvoyant du chef d'Etat si avisé que fut Edouard VII avait deviné le péril et les moyens d'y parer. Il s'est fait l'ouvrier heureux de cette coalition. Peu importe qu'aucun traité précis n'ait fixé les termes des engagements réciproques. La lettre écrite pèse peu devant l'intérêt d'un peuple. Et l'Italie le pourrait bien prouver, malgré le renouvellement de son bail dans la maison germanique, si l'intérêt de sa politique venait, au moment décisif, lui commander d'en sortir. Les textes écrits se peuvent déchirer ou oublier dans la poussière des armoires diplomatiques. Rien ne vaut pour une nation que le conseil de ses intérêts vitaux. Ceux de l'Angleterre s'expriment par la bouche de ses écrivains avec une netteté catégorique, son gouvernement lui-même a placé dans la déclaration récente de sir Winston Churchill, premier lord de l'amirauté, une formule et un axiome dont les termes mesurés et énergiques ne laissent aucun doute sur sa portée.

«Une nation qui posséderait une suprématie écrasante à la fois sur terre et sur mer constituerait un grave danger pour le monde entier.»

Ce danger, l'Angleterre et la Russie ne veulent point accepter de le courir. C'est cette volonté qui lie leur fortune au sort de la France, sans laquelle, si diminuée moralement qu'elle soit, rien ne peut se faire d'important en Europe.

Cette coalition, dont la raison est de répondre à une nécessité vitale, ou elle puise la force morale décisive, est mistress des trois plus grands éléments de puissance qui soient : la supériorité financière qui jouera un rôle infiniment plus considérable que jamais, assurée par la réunion des deux plus grands banquiers du monde, l'Angleterre et la France, et qui en permettant de prolonger la durée de la guerre suffira à en assurer le succès ; la supériorité maritime qui seule sauvera de la ruine le ventre colossal des armées et des peuples, enfin la supériorité des effectifs et des attaques qui peuvent assaillir à la fois de face et de revers l'athlète teuton.

Selon l'heureuse expression du colonel Biotot, dans «La Guerre nécessaire», les glaces de la force britannique sont en Europe, ils s'appellent Belgique et Hollande. L'Angleterre a donc un intérêt capital à défendre ses glaces, à avoir pour alliés les deux nations belge et hollandaise, et à relier les forces de ces deux nations aux forces françaises en appuyant les unes et les autres par un corps britannique, le plus puissant possible. Ces deux peuples, menacés dans leur existence nationale, tombent ainsi naturellement dans le camp anti-germanique, dont la victoire peut seule assurer leur indépendance.

Toute coalition a besoin d'un chef, non seulement pour mettre l'ordre et l'unité dans la préparation des opérations de la guerre, mais aussi pour diriger vers le but convenu les tendances de la politique des pays coalisés, en ce qu'ils ont de commun dans leurs intérêts généraux. Le mort d'Edouard VII a privé le camp anti-germanique de ce chef.

Ce n'est point chez nous qu'on le saurait chercher, en ce gouvernement amorphe et changeant,

sans politique nationale, qui ne regarde pas assez haut pour voir la France et qui a borné l'horizon de ses préoccupations au seul souci de faire les affaires non pas même d'une majorité, mais d'une faction.

Le nouveau roi d'Angleterre n'a pas pu encore donner sa mesure de conducteur de peuple. Mais l'empereur de Russie a su tirer son empire de la crise qui, après les défaites de la guerre russo-japonaise, a menacé son existence. Seul il semble qualifié pour tenir dans ce concert des puissances coalisées, le bâton du chef et y donner l'accord. Déjà, dans un mouvement de générosité, il a eu l'initiative du tribunal de la paix. Peut-être inclinait-il aujourd'hui à presider les assises de la guerre et aurait-il l'autorité d'imposer aux coalisés des mesures de salut commun ? Il pourrait notamment secouer les tendances du gouvernement républicain, attardé dans les rébellions humanitaires de la défensive passive. Attendant les premiers coups du bandit qu'on voit s'avancer, son browning à la main, et vous visant au cœur ? Ne faut-il pas au contraire prévenir son attaque ou le désarmer ? Mais je vois mal l'homme de fer, à la Bismarck, abattant son jeu sur la table de l'Europe et imposant par un ultimatum inéluctable la paix en coupes réglées ou la guerre.

D'ailleurs, cet ultimatum, l'Allemagne ne l'accepterait pas. Son orgueil national est monté à un tel paroxysme qu'il atteint le degré physiologique de la folie sans yeux et sans oreilles. Il fait penser à la portée prophétique du vers du poète :

Quos vult perdere Jupiter demontat.

Dans cette coalition où par les intérêts vitaux qui y sont engagés, par la gravité de son enjeu et la puissance de ses moyens, la France joue un rôle essentiel, celle-ci doit reconnaître les devoirs qui lui incombent.

Après la trop longue période d'une politique criminelle, qui avait pris à tâche de désorganiser ses forces militaires et maritimes, elle doit poursuivre l'œuvre de réparation qu'elle semble avoir commencée : relever les ruines et d'abord rendre à l'armée la confiance, base de toute force morale.

Gouverner, ce n'est point marcher et agir avec son parti, c'est avoir plus de parti et ne penser qu'à la France : c'est traduire en actes les aspirations de l'âme française : c'est donner à son pays la première des forces sans laquelle les autres ne sont rien, la grandeur morale. Devant le spectacle des ruines accumulées par ses œuvres, la criminalité triomphante, au point de tenir en échec la société, les générations d'apaches écloses dans ses écoles sans morale et sans Dieu, les sources de la natalité tarries par l'immoralité de son éducation brevétée et les faux principes de ses institutions, la république devrait reconnaître ses erreurs, écouter les hennissements de cœur de notre race catholique, ou la persécution de patrie, comprendre les avertissements de la désagrégation de son bloc d'argile, entendre le leçon du «Titanic» mourant, agenouillé dans un acte de foi. Pour se préparer à faire la guerre à ses ennemis, elle devrait cesser de la faire à Dieu. Alors reverdiront les forces morales de la nation, seules capables de triompher des dangers de l'anarchie et des erreurs trop intéressées d'un socialisme non point de charité, mais de combat fratricide.

L'Allemagne, à travers les maladroites d'une politique à la fois sans grandeur et sans courage, a eu contre la France deux manœuvres d'une supérieure habileté : la première, en incitant la république, par son exemple, à adopter le service de deux ans, la seconde, en nous donnant à un prix d'ailleurs cher le Maroc dont nous n'avions qu'à attendre la possession, en choisissant notre heure.

La plus grosse des nombreuses erreurs commises par notre absence de toute politique, en ces dernières années, consiste à nous être laissé imposer, par l'avidité d'appétits trop pressés, la pacification actuelle du Maroc. A un moment où tous nos regards et avec eux tous nos efforts devraient être concentrés vers l'Est et le Nord-Est, et où nous n'avons pas assez de nos forces existantes, l'Allemagne, par ce coup de dé heureux, nous ôte 100,000 hommes et nous enserme dans le filet des complications les plus dangereuses.

Il faut savoir gré au gouvernement d'avoir confié l'œuvre marocaine à un général et de l'avoir choisi parmi ceux qui le mieux conviennent à cette tâche difficile. Je ne doute pas que le général Lyauté n'élève le sentiment de ses devoirs à la hauteur de sa périlleuse mission. Je voudrais m'assurer aussi bien que le gouvernement saura lui fournir les moyens de victoire nécessaires, qu'il voudra d'abord ne pas lui créer des difficultés de mauvais aloi, en faisant passer avant l'intérêt de la France les intérêts des spéculateurs, et qu'il saura résister aux commandements de la misérable politique franc-maçonne.

Ce n'est point de pénétration qu'il s'agit, mais, sinon de conquête, du moins de pacification sous la menace de la force. On le voit bien aux frissons de révolte et aux secousses islamiques que notre première intrusion occasionna. Le Mogrheb compte les populations les plus énergiques, les plus guerrières de l'Islam. C'est une observation ancienne, que la valeur guerrière des tribus arabes va en croissant de l'est à l'ouest, de la Cyrénaïque au Maroc. Et ce phénomène s'explique moralement, par ce fait que, dans le torrent des invasions arabes, les vagues qui ont poussé au plus loin, jusqu'en Espagne et en France, pour être refoulées dans le Maroc, étaient celles qui étaient animées de la plus grande puissance, alors que les flots de moindre énergie se sont arrêtés dans les terres de Tripoli, puis de Tunisie, puis de Constantine et d'Alger.

Si la première faute, l'erreur marocaine, est irréparable, parce que l'honneur y est engagé, la seconde ne met en cause que le mensonge des dupes électorales, lequel ne saurait tenir en face de l'intérêt du pays.

Un orateur s'exprimait récemment ainsi, à la tribune du Parlement allemand : «Certaines puissances ont assez inconsidérément adopté le service militaire de deux ans.»

Nous devrions enfin comprendre cette parole de sagesse.

La loi de deux ans a désorganisé et ruiné notre cavalerie ; elle a mis en péril non seulement le nombre, mais la valeur de notre infanterie. Pour remplir en effet nos rangs avec les contingents sans cesse diminués de deux années, il faut tout prendre, et encombrer nos corps de mauvais soldats que la réforme élimine, que la maladie fauche et que les fatigues de la guerre trouveraient affaiblis et sans résistance.

Je me suis exprimé déjà à cet égard, sur l'erreur du nombre et des effectifs exagérés ; et, en cette affaire, c'est plus encore la qualité qui me préoccupe que la quantité.

Quand un peuple s'est trompé, il n'a qu'à faire comme fait un individu, reconnaître son erreur et la réparer. Nous n'avons qu'un moyen sûr de rétablir l'équilibre de nos forces menacées par l'accroissement de celles de l'Allemagne : «revenir purement et simplement au service de trois ans», non pas demain, en 1913, ou en 1914, mais tout de suite, dans l'été de 1912, en maintenant sous les drapeaux, pendant trois ans, les deux classes existantes.

Oh ! j'entends bien les vociférations des parlementaires et les protestations des électeurs. Mais j'entends surtout la voix de la France qui veut vivre et qui proteste de toute la révolte de son instinct de conservation, contre les utopies, dont l'application la met en péril. Les pacifistes qui nous ont dotés de la loi de deux ans veulent-ils ressembler dans l'histoire aux républicains de 1869, à ceux qui ont fait échouer le plan du maréchal Niel, et qui

ainsi ont privé le pays d'une puissance tout organisée, qu'il a fallu ensuite fébrilement improviser ? Il s'agit d'être ou de ne pas être, de se réveiller Teuton ou de rester Français. Si M. Millerand est l'homme de cœur et de volonté qu'il paraît être, il saura viser ce que son intelligence lui découvre et hausser l'énergie de son patriotisme jusqu'à imposer au Parlement cette mesure de salut.

Je finirai par le mot d'un paysan lorrain. Par l'emprunte au prône de mon curé de dimanche dernier. Il arrive fréquemment, en effet, que les prêtres, dans leur chaire, donnent une portée très française à leur verbe de religion. S'ils dédaignent très justement d'y mêler la politique, ils y sont toujours des paroles de patriotisme, parce que la religion est le plus grande avenue qui conduise au patriotisme. Et c'est un signe que les temps de Bouvines sont près de revenir. Bouvines, la première manifestation, avant Jehanne d'Arc, d'un éveil du nationalisme. Bouvines, où toutes les forces vives de la France menacée se seraient autour du Roi et de ses féodaux, pour repousser l'orgueilleuse présomption de l'hégémonie germanique. Bouvines où les serfs, les paysans des communes accoururent sous la conduite de leurs curés et où le chef d'état-major de l'armée de Philippe-Auguste est l'évêque de Senlis, Guérria, qui a mis dans sa main, à la place de la croix épiscopale, la masse d'armes du guerrier Roi. Bouvines où la prière du Roi avant la bataille commence par cette sublime incarnation du patriotisme en la personne de celui qui représente la France :

«Seigneur je ne suis qu'un homme, mais je suis le roi de France, c'est à vous de garder le Roi.»

Dieu le garda bien et avec lui il garda la France.

Il semble qu'il fasse aujourd'hui renaitre dans l'âme du pays un frisson de fierté, un sursaut d'énergie, prodrome des grands mouvements populaires.

Mon curé assistait aux dernières grandes manœuvres de l'Est. Un paysan se tenait à côté de lui, sur une hauteur, dans le cadre de ce pays vert et noir, dont les lignes ondulent avec une grâce sévère, d'une puissance impressionnante. Nos troupes manœuvraient, alertes, ardentes, avec un ordre, une intelligence des moyens, une convergence des efforts, et cette force de discipline active dont la manifestation frappe l'esprit même de ceux qui ne sont pas soldats. Le paysan, le visage comme illuminé d'une lumière intérieure, se tourne vers le prêtre et prononce cette seule parole, profonde comme tout ce qui exprime les sentiments de l'âme d'un peuple :

«Il y a de l'espérance dans l'air.»

Général CHERFILL.

## DEPECHE

### Télégraphiques

#### MORT DU DR B. W. MIGOUE.

Londres, 5 juin.—Le Dr Richard Wilde Migoüe, professeur de théologie fondamentale et de divinité systématique au Séminaire Théologique de la Virginie, est mort subitement, cet après-midi, à Oxford, où il était arrivé lundi accompagné de son épouse.

Mme Migoüe était avant son mariage une demoiselle Mary Dunica, de la Nouvelle-Orléans.

#### Liquidation d'une banque.

Washington, 5 juin.—L'examineur de banques nationales, Robert D. Garret, a été nommé mercredi receveur de la Première Banque Nationale de Ambridge, Pie, qui a fermé ses portes avec une perte d'au moins \$55,000, d'après les rapports adressés au contrôleur de la monnaie Murray.

#### L'enquête sur le naufrage du «Titanic.»

Londres, 5 juin.—M. J. Bruce Ismay, directeur de la Compagnie White Star, a de nouveau été interrogé ce matin par la Commission d'enquête britannique.

M. Ismay a répondu d'une manière évasive à la plupart des questions qui lui étaient posées. Vers la fin de l'interrogatoire, Sir Rufus Isaac, avocat général, a de nouveau fait mention de la conduite personnelle de Ismay au moment du naufrage du «Titanic.»

«Vous saviez qu'il n'y avait pas assez d'embarcations de sauvetage à bord pour prendre tous les passagers et l'équipage ? a demandé Sir Rufus.

«Je le savais » a répondu Ismay sans une hésitation.

«Vous saviez donc qu'une fois les chaloupes mises à l'eau, il devait rester des passagers à bord du navire ?

«Oui.»

«Vous avez pris place, dites-vous, dans la dernière chaloupe, mais sachant qu'il y avait encore des passagers à bord ?

«Oui.»

«Où se trouvaient les passagers lorsque votre chaloupe a quitté le bord ?

«Je presume qu'il se trouvaient dans une autre partie du navire. Je n'ai réellement pas pensé à cela dans le moment.»

En ce qui concerne les feux de position d'un navire, aperçus par les rescapés à quelque distance du lieu du naufrage, M. Ismay a dit que ces feux ne devaient pas être ceux du vapeur «Californian», car ils étaient d'un blanc mat.

Lord Mersey, président de la Commission d'enquête, lui a alors demandé :

«Avez-vous le moindre doute que le «Californian» n'ait pas vu les signaux de détresse du «Titanic» ?

«A en juger par les faits il ne me reste aucun doute, a répondu le témoin.»

L'interrogatoire s'est ensuite poursuivi sur les télégrammes reçus par le capitaine Smith, lui signalant la présence d'icebergs sur sa route.

Sir Rufus ayant demandé au témoin si le capitaine Smith et lui, Ismay, avaient pris des mesures à la réception de ces radiogrammes, a reçu la réponse suivante :

«La question ne me concernait pas. Je supposais que le capitaine Smith prendrait toutes les mesures nécessaires pour éviter les glaces.»

Mort d'un minstrel renommé.

Philadelphie, 5 juin.—Hughy Dougherty, un des minstrels les plus anciens et les mieux connus aux Etats Unis, est dangereusement malade à un hôpital ici d'une attaque de paralysie. M. Dougherty, qui est âgé de 68 ans, monta sur les planches en 1853 et y parut avec la plupart des anciens minstrels en renom.

#### La situation en Belgique.

Bruxelles, 5 juin. L'opinion publique en Belgique commence à se lasser de l'agitation soulevée par les récentes élections parlementaires, et insiste par la voix des journaux pour qu'un terme soit mis au pillage des couvents et des églises.

Les deux leaders socialistes MM. Vandervelde et Denis, ont lancé un appel à leurs partisans leur recommandant de rester dans la légalité.

Si la grève générale n'est pas proclamée, on espère que l'ordre ne tardera pas à être rétabli dans le pays.

La presse cléricale demande au gouvernement de réprimer énergiquement les manifestations en faisant remarquer que la victoire des cléricaux est un triomphe pour le parti de l'ordre et la prospérité nationale.

«L'Arkansas» reprend ses essais.

Rockland, Me., 5 juin.—Les essais du cuirassé «Arkansas», qui avaient dû être interrompus mardi par suite d'une légère avarie de machine, ont été repris ce matin.

Les constructeurs déclarent que l'avarie est peu importante et qu'elle a dû être causée lorsque le cuirassé a touché le fond en passant dans le chenal de Two Bush.

#### Visites officielles des officiers Allemands.

Washington, 5 juin. L'amiral de l'escadre Allemande en visite, les capitaines des croiseurs «Moltke», «Stettin» et «Bremen», et plusieurs officiers, y compris le prince Christian de Hennen-Philippthal-Barchfeld, sont arrivés de Hampton Roads à Washington à 7 heures mercredi matin, pour présenter leurs hommages au Président Taft.

**A NOS CLIENTS**  
Une Table d'Hôte de Premier Ordre Sera Servie au  
**«Restaurant Miramar»**  
FORT ESPAGNOL  
PRIX \$1.00 ; \$1.25 avec Vin.—J. RENO, Prop.  
S. P. M. à S. P. M.

**Jackson Brewing Co.**  
PURE FOOD BEER

L'interdiction de la Prohibition est du même genre et de la même sorte que l'abolition du Puritanisme. Les deux sont aussi opposés à la liberté que les témoins la ont à la lumière. Leur sentiment atteint est inspiré par ce principe de bigoterie tyrannique, qui voudrait imposer ses règles à toutes les hommes, et agit constamment d'une main sur un autre, contre ceux dont une vigilance diabolique est la seule sauvegarde. Nous engageons ceux qui aiment trop la liberté pour se laisser à se méfier de la Prohibition.

Essayez Notre Bière Bohémienne  
**JACKSON BREWING CO.**, rues Decatur et Jefferson  
Lawrence Fabacher, Président. Adolph Dunsner, Vice-Prés.  
Geo. Oertling, Sec. Trés. Joe Malcher, Secrétaire.

Nous Vous Invitons à Visiter Notre Brasserie.

**D. MERCIER'S SONS**

Les marchands renommés par la modicité des prix de leurs articles et la loyauté dans leurs transactions commerciales.

Vêtements confectionnés, Chapareux et Articles de toilette pour messieurs et enfants.

Le magasin est ouvert le samedi soir jusqu'à dix heures, et fermé le dimanche. Coin des rues Dauphine et Bienville, à deux lieues de la rue du Canal, 2me District.

## JETEZ LES YEUX SUR NOS VITRINES

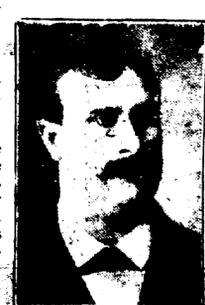
123 pieds rue N. Remparts—150 pieds rue Iberville.



FRANCIS MAESTRI.

### «Pour les Mariages en Juin.»

Venez avec votre fiancée, et choisissez ce qu'il y a de plus moderne et artistique comme styles de fantaisie qui ait jamais été mis en vente dans cette ville. Rien en fait de MEUBLES ne peut être comparé, comme qualité ou prix, à ce que nous offrons maintenant. Nous défions toute concurrence. Venez en juger par vous-même, et vous laisser convaincre. Châisissez ce que vous voulez que nous vous gardions en réserve et que nous assurons.



PAUL MAESTRI.

«GRATIS» jusqu'à ce que vous en ayez besoin.

**FRANCIS AND PAUL MAESTRI FURNITURE CO.**  
LE MAGASIN DE MEUBLES LES MEILLEURS MARCHÉS EN VILLE.  
Au Coin des Rues Remparts et Iberville. Phone N° 949  
123 RUE N. REMPARTS. LE GRAND. PAS DE DÉCOUVERTE